



Delphine Batho est députée des Deux-Sèvres, présidente de Génération Écologie, ancienne ministre de l'écologie.

Ses premiers engagements associatifs remontent à l'adolescence lors de la campagne « Action École » de Médecins du Monde pour la solidarité avec l'Afrique.

Elle est présidente du syndicat lycéen la FIDL de 1990 à 1992, et participe à la direction du mouvement qui obtient notamment la reconnaissance des droits des lycéennes et lycéens.

Vice-présidente de SOS Racisme de 1992 à 1998, elle s'investit dans la lutte contre les discriminations et les violences racistes et antisémites, à la commission juridique pour la régularisation des sans-papiers, ainsi que dans les mobilisations de la jeunesse contre l'extrême-droite.

Elle travaille de 1999 à 2007 comme spécialiste des politiques de sécurité et de la lutte contre les violences scolaires. Elle a été auditrice à l'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure.

Membre du bureau national puis secrétaire nationale du Parti socialiste chargée de la sécurité, elle participe à l'équipe de campagne présidentielle de Ségolène Royal en 2007 et a été porte-parole du candidat François Hollande dans celle de 2012.

Élue députée de la deuxième circonscription des Deux-Sèvres en 2007, elle est réélue au premier tour en 2012.

Après avoir été ministre déléguée à la Justice auprès de Christian Taubira, elle est nommée en juin 2012 ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, dont elle est limogée brutalement en juillet 2013 pour avoir dénoncé l'austérité visant le budget de l'écologie. Elle livre le récit de son expérience dans « *Insoumise* » (Grasset, 2014) dans lequel elle décrit la connivence du pouvoir au sommet de l'État avec les lobbies.

Redevenue députée, elle fait adopter en 2016 à l'Assemblée nationale l'interdiction des néonicotinoïdes, pesticides tueurs d'abeilles, loi remise en cause par l'actuel gouvernement. La même année, elle est rapporteure de la mission d'information sur l'industrie automobile et le *dieselgate*.

Réélue députée contre La République en Marche en 2017, elle est membre de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.

En 2018, elle devient présidente de Génération Écologie après avoir rompu avec le Parti socialiste.

Elle publie en 2019 « *Écologie intégrale, le manifeste* » (Editions Le Rocher) et s'engage aux côtés de Dominique Bourg sur la liste Urgence Écologie lors des élections européennes, puis contribue au rassemblement des écologistes au travers de la création du Pôle écologiste.

À l'Assemblée nationale, en 2020 elle a été vice-présidente du groupe Écologie-Démocratie-Solidarité, composé à 65% de députées femmes. Elle est particulièrement engagée sur les enjeux liés à l'écologie, à la moralisation de la vie publique et à la lutte contre l'influence des lobbies.

Elle est membre de la commission spéciale sur le projet de loi Climat actuellement en débat au parlement.